

L'IHEDN est l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale. Le général (2°S) Lalanne-Berdouticq (ancien commandant du 3ème régiment étranger d'Infanterie et ancien chef du bureau de liaison de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban FINUL), lors de la clôture d'une récente session de l'IHEDN.

Après ces dix huit jours inoubliables à travailler ensemble, à vous forger des amitiés dont certaines seront définitives, à voir les choses différemment, voici ce que, comme votre « entraîneur » et un peu « ouvrier de voie », je voudrais vous dire. En toute liberté bien sûr et avec mon franc-parler habituel !

Le monde est complexe et dangereux

Il est loin des « blocs » que nous avons connus des décennies durant, aussi bien que de la « fin de l'histoire » que l'on nous annonçait voici vingt ans, et encore plus loin de la « paix définitive » qui aurait permis « d'engranger les dividendes de la paix » chers à des hommes à la courte vue.

Ce monde, notre monde, reste dangereux. Comme les "prophètes" que personne n'écoutait dans les années 1930, je ne cesse de dire que le décuplement des dépenses militaires en Extrême-Orient depuis dix ans devrait nous inciter à mieux surveiller les diminutions insensées que subissent les nôtres. Dans l'Histoire en effet les mêmes causes produisent les mêmes effets et il y a donc tout à craindre des abandons qui se produisent chez nous.

Mais encore faudrait-il voir le monde comme il est et non comme beaucoup voudraient qu'il soit.

Méfions-nous du « prêt à penser »

Il est presque toujours faux et ordonné à des fins peu recommandables.

Non le Kosovo n'est pas meilleur après la campagne qu'y ont conduite les alliés en 1999, montée suite à une incroyable guerre d'intoxication médiatique diabolisant les Serbes et présentant les Albanophones comme des anges persécutés...

Il en résulta la fondation du premier pays [\[1\]](#) presque totalement mafieux du continent européen, dont la population originelle, serbe, a été sans

pitié chassée de chez elle dans le silence des médias ; ses monastères détruits et ses maisons incendiées.

Non l'Afrique d'aujourd'hui ne vit pas mieux que du temps de la colonisation, à commencer parce que l'esclavage (personne ne le dit) et les massacres ethniques sont repartis de plus belle et que bien des États officiellement constitués sont en faillite aussi bien financière que politique.

Non la Libye d'aujourd'hui n'est pas meilleure que celle d'hier, puisque au demeurant elle n'existe tout simplement plus, et que son tyran a été remplacé par d'autres, en plus grand nombre.

Non la démocratie occidentale n'est pas applicable à tous les continents et à tous les pays. D'abord parce que ce n'est pas un système unique (voyez comme la nôtre est différente de celle des États-Unis ou d'Israël, ou bien encore de la Grande-Bretagne) ; ensuite parce que ce système politique ne peut s'épanouir qu'au sein de peuples voyant la personne comme un individu et non comme une partie d'un tout (société personnalistes contre sociétés holistiques)

Dans les grandes questions du monde...

...n'oublions jamais de considérer le paramètre démographique. Il est capital et le silence des médias et des analystes sur ces sujets en dit long sur l'aveuglement, qui ne peut qu'être volontaire, de nos élites autoproclamées.

Ainsi, quel est l'avenir de l'Allemagne, qui aura perdu sept millions d'habitants en 2030 et se verra peuplée en grande partie de ressortissants d'origine turque ? Sera-t-elle-la même ?

On sait que l'islam confond la sphère publique et la sphère privée en refusant absolument de distinguer « Dieu » et « César ». Or, cette distinction est à la base même des systèmes démocratiques.

Enfin, oublie-t-on qu'une population peut être chassée de chez elle, ou se voir remplacée par une autre, les autochtones se retrouvant alors comme étrangers sur leur propre sol ?

Sans remonter à la diaspora juive du premier siècle, pensons aux Coptes d'Égypte, aux chrétiens de Turquie et d'Asie (20% de la population en 1900 alors qu'ils sont aujourd'hui 0,02%, soit mille fois moins) ou bien encore aux Serbes du Kosovo, déjà cités (90% de la population en 1900 et moins de 10% aujourd'hui) !

Hors les idéologues, qui peut être assuré qu'en France, nous sommes à l'abri de tels phénomènes ?

Refuser d'examiner la question sous couvert de mots en « isme » est singulièrement irresponsable.

Or, entendons nous que l'on pose cette question ? Non.

Considérons aussi l'incroyable effondrement démographique de nos voisins Italiens et Espagnols et tentons d'imaginer ces deux pays dans trente ans ! « Il n'est de richesse que d'hommes », dit le proverbe.

Que sera la civilisation occidentale si, dans trois siècles, des touristes visitent nos cathédrales sans que personne ne puisse leur expliquer le sens d'un *Christus pantocrator* dont ils contempleront la sculpture sur le tympan, ainsi que cela se passe pour les églises de Cappadoce, alors que plus aucun chrétien ne vit aux alentours ?

Rien n'est définitif dans l'histoire des hommes, pas plus le tracé des frontières que les peuples qui s'abandonnent et doutent d'eux-mêmes.

Enfin, cessons de nous croire à l'abri des menaces militaires...

... au motif que nous possédons d'admirables sous-marins nucléaires. La guerre est bien de retour et le fracas des combats des Balkans, maintenant assourdi, nous rappelle quelle peut s'inviter dans des contrées européennes très proches, et pourquoi pas chez nous ? Qui peut ignorer que si tout le monde (tout le monde, sauf nous !) réarme sur la planète, c'est bien pour quelque raison !

Et l'Europe, direz-vous !

Fort bien, mais **l'Europe n'est sur le plan militaire qu'une addition de faiblesses, vous le savez.** Ajouter des faiblesses à d'autres faiblesses n'a jamais constitué une force mais bien une faiblesse plus grande encore [\[2\]](#) !

Comme le disait, je crois, Roosevelt au moment de la Grande dépression, puis au début de l'engagement américain dans la 2^e guerre mondiale, « Ce que nous devons craindre le plus au monde, c'est la peur elle-même ». Or, l'histoire nous enseigne que les populations qui ont peur de la mort sont celles qui disparaissent de la surface du globe.

Notre manière « d'évacuer » la mort de la vie sociale est effrayante en elle-même, car un jour ou l'autre nous devons combattre pour notre vie, et donc la risquer. Ne pas s'y préparer c'est nous assurer de perdre cette vie à coup sûr.

Cela s'appelle **la lâcheté**, qui na jamais attendri aucun adversaire déterminé ; jamais, bien au contraire.

Rappelons-nous avec honte que certaines erreurs peuvent être commises puis recommencées : **la République naissante déclara la guerre illégale en 1791 et se trouva en conflit avec l'ensemble de ses voisins deux ans plus tard**. En 1928, à la Société des Nations, cet ancêtre de l'ONU, le « Pacte Briand-Kellog » déclara la guerre « criminelle » à la face du monde. Onze ans plus tard aussi bien la France que la Grande-Bretagne étaient acculées à une mobilisation générale dans des conditions désastreuses, pour aboutir à ce que l'on sait : l'occupation de toute l'Europe sauf la Suisse, et aussi les camps de concentration. Nous n'avions pas voulu lire *Mein Kampf*, non plus que méditer les pensées de Lénine et voir les camps soviétiques, qui mèneraient l'un à Katyn et l'autre à Treblinka ou Sobibor.

« **Le droit sans la force n'est rien, la force sans le droit c'est la tyrannie** » disait à peu près Pascal.

Souvenons-nous-en.

Enfin, je voudrais insister sur le sens des mots. Discutant avec plusieurs d'entre vous pendant la session j'ai une nouvelle fois constaté que les mots n'avaient souvent pas le même sens pour l'un et pour l'autre. Je pense à un échange récent sur le mot *République* dont mon partenaire me disait que « Pour lui la république c'était... ».

Or, là est le danger : nous n'avons pas à dire que « Pour nous » un mot veut dire telle chose ; nous devons au contraire nous référer à sa définition exacte sinon plus aucun échange n'est possible.

Reprenant l'exemple de la République, je lui disais que celle-ci se définit par trois critères et seulement trois : Un **gouvernement collégial**, qui **obéit à des lois**, et dont le **mode de succession n'est pas dynastique**. Un point c'est tout.

La république romaine était-elle démocratique ? Non, mais c'était tout de même une république.

Donc, ne confondons pas les mots les uns avec les autres. Ainsi de la démocratie [3], qui peut parfaitement trouver sa place dans un système monarchique comme en Grande-Bretagne et ainsi de suite.

À notre époque où le **dialogue** semble érigé à la hauteur de vertu et de principe cardinal des relations sociales, travaillons donc à ce qu'il soit possible au travers de mots employés dans leur juste sens. Nous aurons alors fait un grand pas vers la clarté et de saines relations interpersonnelles.

J'insiste : cette question de la précision du vocabulaire est absolument essentielle si l'on y réfléchit bien.

En conclusion :

-Il nous faut chasser l'idéologie, quelle qu'elle soit ; de « droite » ou de « gauche ». C'est une maladie mortelle de l'esprit car elle fait voir la réalité au travers de systèmes d'idées, qui sont autant de lunettes déformantes.

A l'idéologie il faut opposer le **principe de réalité** qui veut que les choses soient ce quelles sont, que cela nous plaise ou non. Alors on peut agir en espérant ne pas trop se tromper.

Il n'y a pas de bons camps de concentration (cubains, nord-coréens, chinois) dont on ne parle jamais, et de mauvais, les nazis, dont il faut sans cesse se souvenir.

Il y a eu et il y a des camps de concentration où des innocents sont morts et meurent encore dans des conditions atroces.

Il n'y a pas l'antisémitisme, évidemment condamnable, des « néonazis », et sa variété excusable, celle des « islamistes », qui est passée sous silence. Il y a l'antisémitisme (qui d'ailleurs est un antijudaïsme), un point c'est tout.

Au nom de quoi devrait-on condamner « l'islamophobie » si l'on ne le fait pas de la « papohobie » ou de la « christianophobie » ? A-t-on vu un chrétien Chaldéen ou un Melchite se faire sauter dans une mosquée d'Irak ? Un seul ? Dès lors, comment mettre sur le même pied « les » intégrismes ?

Il existe quand même une différence de nature entre un zélateur d'Al Qaeda et un Mormon, je crois.

Distinguer souverainement le bien du mal, ne pas mettre à égalité le bon et le mauvais s'appelle aussi : Liberté.

-Il nous faut être convaincus que **la France est et reste une grande puissance**. Du moins si elle continue de le décider.

Aujourd'hui, combien de pays ont-ils une représentation diplomatique dans le monde comparable à la nôtre ? Un seul.

Combien de pays disposent-ils de sous-marins lanceurs d'engins totalement conçus, fabriqués, maîtrisés par leur gouvernement national dans le monde ? Trois, et pas la Grande-Bretagne.

Combien de pays disposent-ils de porte-avions de premier rang à catapulte avec une flotte aérienne adaptée, moderne et entraînée ? Deux.

La France est au premier rang de toutes les grandes négociations mondiales, elle dispose d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, ses avions volent dans tous les ciels de la planète. Elle est au premier rang de la technique, de l'art, de la littérature.

Elle est au premier rang des pays possédant un patrimoine multiséculaire, admirable et entretenu.

Elle est au premier rang de certains travaux de recherche, elle inonde une partie du monde de son rayonnement culturel, artistique, commercial, d'influence, et ce depuis neuf siècles sans discontinuer !

Quand la France parle, on l'écoute, parfois on la jalouse et on la brocarde de temps en temps, mais on l'écoute et son message est souvent reçu. C'est un fait.

Cependant restons modestes et cessons de donner des leçons au monde entier, car, comme d'autres, nous n'avons pas que des qualités. Le blanc de notre drapeau n'est hélas pas immaculé. Nous avons aussi de graves défauts : nous sommes souvent arrogants, légers, hâbleurs, désunis, insupportables.

Nous voulons répandre les Droits de l'Homme sur le monde, mais nous avons inventé le génocide sous le terme de *populicide*, puis l'avons mis en oeuvre en Vendée en 1793. Nous sommes (avec raison) pour la tolérance religieuse, mais des Dragonnades de Louis XIV [4] aux « baptêmes républicains » de Carrier à Nantes ou aux lois d'Emile

Combes en 1905 [5], nous savons aussi persécuter nos concitoyens pour leurs convictions religieuses.

Cependant et tout bien considéré, **soyons fiers de ce que nous sommes**, mais avec mesure.

Soyons fiers de notre héritage multiséculaire, en ayant conscience de ce que **nous sommes les « débiteurs insolubles »** des richesses léguées par nos ancêtres.

Nous ne pourrons jamais rembourser cette dette, qui nous oblige.

Mais soyons aussi convaincus que **cet héritage est fragile** et peut s'effondrer en quelques années, voire quelques mois si des événements dramatiques venaient à se produire et auxquels nous n'aurions pas fait face à cause de notre **impréparation**, de notre **inconscience**, ou par **inconsistance** ou **imprévoyance**.

Voyez comme s'est écroulé l'Ancien régime en quelque semaines [6], ou encore le tsarisme, le communisme, la Vienne impériale, sans parler des empires romain, moghol, khmer ou aztèque...

Ce formidable patrimoine, notre patrimoine (matériel et immatériel) est fragile et se trouve entre nos mains.

Alors restons vigilants et combattons les idées dangereuses pour l'avenir, tout en travaillant d'arrache-pied à **l'unité de notre nation**, qui en a de jour en jour plus besoin.

Nous savons de mémoire séculaire, depuis Bouvines pour le moins, que la France unie est victorieuse des défis.

Désunie elle se dissout et, qui sait, pourrait disparaître.

Cela ne se doit pas.

Alexandre Lalanne-Berdouticq

[1] Grand comme un département de chez nous : 10 000 km² et un million d'habitants

[2] Dix estropiés au départ d'un cent mètres olympique ne feront pas un champion !

[3] Dont la caractéristique essentielle est que le siège de la souveraineté se tient « dans la personne du peuple », qui délègue ou non son autorité à des mandataires (démocratie directe ou indirecte).

[4] Contre les Protestants

[5] Contre les Catholiques

[6] Il a succombé à des crises multiples et simultanées : économique avec des dettes abyssales et une fiscalité inopérante et injuste, une défiance du peuple dans ses élites qui ne le représentaient plus, l'incapacité du système à se réformer et un pouvoir impuissant qui refusait de voir la réalité. Comparons avec aujourd'hui

>